

Un «jeûne pour le climat» relancé avant l'ouverture de la COP24

À l'approche de la 24ème conférence internationale sur le climat, la COP24, qui doit s'ouvrir le 3 décembre en Pologne, à Katowice, plusieurs personnalités protestantes engagées pour la défense de l'environnement relancent un appel à jeûner pour le climat. Une initiative qui avait déjà vu une mobilisation internationale importante, dans la foulée d'un appel de la Fédération luthérienne mondiale, en amont des COP20 et 21. Les préoccupations environnementales ne sont plus du seul ressort des militants écologistes ou des politiques : les milieux d'Églises manifestent ainsi régulièrement leurs préoccupations pour la sauvegarde de la création.

Une Terre bleue, où des bouffées de chaleur apparaissent parfois en jaune ou rouge : une Terre qui, au fil du temps et des années, vire peu à peu à un bleu plus pâle, puis à une couleur dorée presque uniforme... Et bientôt, la couleur dominante vire au cuivre. Ce pourrait être un cauchemar de science-fiction. Ce n'est qu'une des multiples animations disponibles aujourd'hui et qui transcrivent sous forme de graphiques ou de mises en images frappantes les résultats d'études scientifiques sur l'évolution du climat. Celle-ci fait partie d'un ensemble de vidéos mises en ligne par la Nasa [sur sa page Youtube](#), et qui ont toutes pour but de synthétiser les observations réalisées dans de multiples domaines et de multiples régions sur les changements climatiques. Il ne s'agit en rien d'une projection, qui pourrait présenter une vision catastrophiste d'un futur lointain : c'est tout simplement la compilation de données recueillies entre les années 1880 et 2017 sur les anomalies de températures observées dans le monde.

Et les scientifiques ne sont plus les seuls à alerter sur les effets des changements climatiques. Les humanitaires s'y sont mis aussi. «Oui, le changement climatique est un problème humanitaire», affirme [un article de l'agence IRIN News](#), service d'information et d'analyses humanitaires (IRIN étant un acronyme en anglais pour l'expression : «Integrated Regional Information Networks», un réseau créé en 1995 et qui était à l'origine lié au Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU). «Le changement climatique n'est plus perçu comme une menace future: la réalité nous frappe aujourd'hui», poursuit le même

article, signé de Maarten van Aalst, Directeur du Centre climat de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. «En août, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC) a signalé que des millions de personnes étaient menacées par les sécheresses à travers le monde qui affectaient la production alimentaire.»

«Les conséquences seront gravissimes»

Pour aller plus loin :

- [«Jeûne pour le climat» : le texte de l'appel diffusé avant la COP24](#)
- [Jeûnons ensemble pour le climat : le site de l'initiative française](#)
 - [Chrétiens unis pour la terre](#)
- [Le site du Sommet interreligieux sur le changement climatique \(appel de 2014\)](#)
 - [« Marche pour le climat : des centaines de milliers de personnes dans le monde » \(article et photos sur le site de la FPF](#)
 - [Un jour de jeûne pour la justice climatique : article sur le site du Défap \(archives\)](#)
 - [L'Eglise Catholique de France se joint à l'initiative inter-religions pour un « jeûne climatique »](#)
- [« Ce que l'écologie française doit au protestantisme » : article de La Croix sur le site de La Maison Verte](#)
- [Croyants de tous les pays, jeûnez pour sauver le climat \(article du journal Le Monde\)](#)
- [Un jour de jeûne par mois « contre l'injustice climatique » \(article de Libération\)](#)

Sur le plan politique, les rencontres internationales piétinent. En témoignent les frustrations exprimées à chaque Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), des réunions plus connues du grand public sous l'abréviation «COP» : la COP21, en 2015, s'était tenue à Paris et s'était achevée par un accord international sur le climat, applicable à tous les pays ; un accord alors validé par tous les pays participants, qui fixait comme objectif une limitation du réchauffement mondial entre 1,5°C et 2°C d'ici 2100. Mais son application a depuis été bloquée, notamment par les États-Unis qui, à la suite de l'élection de Donald Trump, ont décidé de réexaminer leur position dans ce dossier. La COP24, censée préciser les règles d'application de l'accord de Paris, doit se tenir à partir du 3 décembre en Pologne, à Katowice. À quelques jours de son ouverture, Laurent Fabius, qui fut président de la COP21, a lancé un appel «impérieux» [dans les colonnes du Journal du Dimanche](#). «J'ai, avec d'autres, sonné l'alerte rouge, écrit l'actuel président du Conseil constitutionnel. Sans un ensemble de mesures urgentes, puissantes et convergentes, nous courons le risque de perdre la course engagée contre le réchauffement. Les conséquences seront gravissimes, comme le laisse présager la multiplication des catastrophes auxquelles on assiste et qui n'épargnent aucune région du monde.»

Alors que les conséquences des changements climatiques, de la déforestation, de l'épuisement des ressources naturelles font peser des menaces sur l'avenir de toute l'humanité, et notamment des plus fragiles, les questions environnementales ne sont plus du seul

ressort des spécialistes ou des militants écologistes. Les Églises s'en sont également saisies, aux côtés de nombreux mouvements citoyens. Si elles ne militent pas directement en faveur du climat, elles manifestent bien souvent, à travers leurs activités, leurs projets, des préoccupations fortes concernant la sauvegarde de la création. C'est ainsi le cas du Défap, qui a contribué à la création du [Secaar](#), réseau de 18 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, lequel s'est fixé comme vocation «de rétablir l'Homme et la Création dans son intégrité» ; le Défap soutient aussi des [projets associant sauvegarde de la création et lutte contre l'exclusion et la pauvreté](#), comme, en Tunisie, l'association Abel Granier, qui a mis au point des techniques de réhabilitation des sols, ou au Maroc, l'ALCESDAM, qui aide à la sauvegarde de palmeraies, luttant contre l'avancée du désert et permettant aux paysans de mieux vivre sur place au lieu de devoir s'expatrier...

«Rendez-vous le vendredi 30 novembre»

Cette mobilisation des Églises pour le climat avait été particulièrement spectaculaire en amont de la COP20 et de la COP21. Marche pour le climat, mobilisations dans les rues avant le début de la conférence de Lima... L'une des mobilisations les plus importantes, à la fois sur la durée et par la diversité des chrétiens engagés partout dans le monde, s'était traduite à travers le jeûne pour le climat. Il faisait suite à un appel lancé par la Fédération luthérienne mondiale qui avait

inauguré, début 2014, un mouvement mondial se traduisant par une journée mensuelle de jeûne. Cet appel s'inscrivait lui-même dans le fil d'une initiative inaugurée lors de la conférence internationale de Varsovie sur le climat.

Alors qu'en cette année 2018, la Pologne accueille de nouveau la prochaine réunion, en France, diverses personnalités protestantes ont décidé de [relancer le «jeûne pour le climat»](#), avec le soutien actif de [l'Église protestante unie de France](#) (EPUdF) et de [l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine](#) (UEPAL), toutes deux membres du Défap. Le site international «fastfortheclimate» n'existe plus et les mobilisations communes se sont faites plus discrètes, mais dans le monde religieux, les initiatives en faveur du climat sont toujours présentes. [Chrétiens unis pour la Terre](#) appelle ainsi, à partir de samedi 1er décembre, à 24h de prière pour le climat.

Le nouvel appel français à un «jeûne pour le climat» à l'occasion de l'ouverture de la COP24 est dû à deux pasteures de l'UEPAL, Alexandra Breukink et Natacha Cros-Ancey, à Marion Muller-Colard, théologienne, docteure en théologie protestante de l'Université de Strasbourg, et à Martin Kopp, qui préside la commission écologie / justice climatique de la Fédération protestante de France. Il participa notamment aux COP19, COP20 et COP21. «Rendez-vous le vendredi 30 novembre, samedi 1er décembre et dimanche 2 décembre, jour d'ouverture de la COP24», exhortent ces quatre personnalités dans un appel commun, [relayé par l'hebdomadaire protestant Réforme](#) et signé par plus de

90 personnalités de tous horizons. «Jeûner pour le climat, c'est sortir de la fascination du désastre, témoigner de la capacité humaine au changement, à la solidarité avec sa propre espèce et l'ensemble du vivant et encourager les gouvernements à faire des enjeux climatiques le point giratoire de leur politique.»

Franck Lefebvre-Billiez



Madagascar : les incertitudes de l'entre-deux-tours

À Madagascar, le second tour de la présidentielle devrait voir s'affronter, le 19 décembre, Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana. Un duel au goût de déjà-vu entre les deux irréconciliables rivaux de la politique malgache, dont l'affrontement était déjà à l'origine de la crise dans laquelle s'était enfoncé le pays à partir de 2009, et qui avait vu le retrait des bailleurs de fonds internationaux. Déjà, les deux prétendants mobilisent leurs troupes et pointent les irrégularités dont ils s'estiment l'un et l'autre victimes. Mais pour la majorité des Malgaches, ce duel ne change guère un quotidien difficile.



Un village sur la route de Mananjary, sur la côte sud-est de Madagascar © Franck Lefebvre-Billiez, Défap

S'il est une chose, à Madagascar, qui fait consensus parmi les candidats à l'issue du premier tour de l'élection présidentielle... c'est

leur unanime dénonciation du système électoral. Les chiffres sortis des urnes le 7 novembre, et qui doivent encore être proclamés officiellement par la Haute Cour constitutionnelle après leur annonce samedi par la Commission électorale nationale indépendante (Céni), promettent pour le second tour un duel aux airs de déjà-vu : en tête, Andry Rajoelina a obtenu 39,19% des suffrages. Juste derrière, Marc Ravalomanana est crédité de 35,29% des voix. Rajoelina a obtenu ses meilleures scores dans les régions côtières, Ravalomanana étant majoritaire au centre de l'île : le second tour s'annonce âprement disputé entre les deux rivaux. Deux anciens présidents qui poursuivent leur duel dans les urnes, après avoir été tous deux écartés de la présidentielle précédente sous le poids de la communauté internationale, afin de sortir d'une crise politique interminable qui avait provoqué la fuite des bailleurs de fonds internationaux, avec des conséquences catastrophiques pour l'économie malgache.

Mais dans un pays accoutumé aux soubresauts politiques, où les élections présidentielles s'achèvent parfois par des prises de pouvoir dans la rue, les deux rivaux ne se contentent pas de mobiliser leurs troupes dans l'optique du 19 décembre, date prévue pour le second tour. Ils ne

se contentent pas de courtiser les principaux des 34 autres candidats éliminés à l'issue du premier tour. Ils dénoncent tous deux anomalies et fraudes électorales à leur détriment. Andry Rajoelina a trouvé son angle d'attaque : le système informatique de la Ceni. «On a tout fait pour empêcher le score du candidat numéro 13 (à savoir Andry Rajoelina) d'atteindre et dépasser les 40%», a-t-il dénoncé dès lundi, réclamant un «audit» du logiciel de la Commission électorale nationale indépendante. «La seule idée avec laquelle je suis d'accord est que je suis en tête. Mais je ne suis pas d'accord avec les chiffres». Marc Ravalomanana n'est pas en reste : dès mardi, l'un de ses avocats transmettait à la Haute Cour constitutionnelle (la HCC) plus d'une cinquantaine de requêtes pour «corriger certaines irrégularités» dans les résultats provisoires du premier tour.

Ce que cache la «bataille des ex»

Pour aller plus loin :

- [Madagascar : actualités du Défap et fiche pays](#)
- [L'enjeu du français à Madagascar](#)
- [Carnets de route à Madagascar](#)
- [Madagascar après les «vacances de peste»](#)

La HCC croule ainsi sous les recours. Certains candidats vont jusqu'à réclamer l'annulation pure et simple du scrutin. C'est notamment le cas de la coalition des 25 candidats qui, avant même le premier tour, dénonçaient le travail de la Ceni. Mais c'est aussi le cas du chef de l'État sortant, Hery Rajaonarimampianina, qui n'a obtenu que 8,8% des voix et se dit victime d'une «fraude massive». La commission électorale, pour sa part, défend son travail. «Nous n'avons accepté aucun ordre de quiconque dans cette élection. On n'a accordé aucun traitement de faveur à qui que ce soit», a affirmé Hery Rakotomanana, son président, dès l'annonce des résultats provisoires du premier tour.

Une contestation généralisée qui laisse craindre de possibles troubles : aussi l'armée est-elle sortie de sa réserve, le 16 novembre, pour appeler les candidats à respecter le bon déroulement du processus électoral. «Madagascar est un État de droit, a déclaré Njatoarisoa Andriajanaka, commandant de la gendarmerie nationale. Les forces de l'ordre avertissent tout individu qui serait tenté de faire une provocation ou de semer le trouble». L'armée n'a pas toujours eu cette neutralité : en 2009, elle avait obligé Ravalomanana à céder le pouvoir à Rajoelina. Mais Ravalomanana lui-même, en 2001,

s'était déjà proclamé président avant le second tour, précipitant le pays dans une violente crise qui s'était achevée par la fuite de son prédécesseur, Didier Ratsiraka... Et voilà qu'à cette présidentielle de 2018 se retrouvaient une nouvelle fois les vieux adversaires de la politique malgache, y compris Didier Ratsiraka lui-même, qui était déjà à la tête du pays en 1975 et aujourd'hui âgé de 85 ans – même si «l'Amiral rouge», comme on le surnomme, n'a, il faut bien le dire, obtenu qu'un score purement symbolique de 0,45% des voix. L'année 2013, qui avait donné une impression de renouvellement avec l'affrontement entre Hery Rajaonarimampianina et Jean-Louis Robinson, n'aura été qu'une parenthèse ; encore ces deux candidats bénéficiaient-ils chacun du soutien d'un «ancien» : Andry Rajoelina pour le premier, Marc Ravalomanana pour le second.

Les présidents changent, les défis du quotidien demeurent



Derrière cette «bataille des ex» se profilent en réalité tous les maux de la politique malgache : si les formes démocratiques sont globalement respectées, la compétition pour le pouvoir se joue en fait au sein d'un tout petit groupe qui concentre l'essentiel des ressources de l'île, et reste déconnecté des besoins réels de l'immense majorité de la population. Une population pour laquelle la nourriture représente encore trop souvent la préoccupation principale, et dont la très grande majorité vit sous le seuil de pauvreté absolue de deux dollars par jour. Pendant que les candidats à la présidentielle s'affrontent à travers leurs chaînes télévisées (Rajoelina et Ravalomanana ont chacun la leur), se déplacent en hélicoptère, multiplient les meetings avec invitation d'artistes et feux d'artifices, déplacent les foules, la population malgache s'intéresse peu au vote. D'élection en élection, le taux de participation baisse. Et au-delà du taux de participation proprement dit, le rapport du nombre de votants par rapport à la population n'a cessé de diminuer depuis 1992, partant de 37,7% pour atteindre 17,03% en 2013.

Pour beaucoup de Malgaches, la période électorale est d'abord une période d'incertitudes et de

possibles troubles ; mais au-delà, ils n'envisagent guère de changements dans leur quotidien, quel que soit le futur président. Se nourrir, se loger, voilà les vraies préoccupations quotidiennes ; l'éducation elle-même vient loin derrière. Madagascar reste le cinquième pays au monde avec le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. Or sans accès au savoir, pas d'évolution sociale possible – dans un système éducatif qui reste très largement inégalitaire, et où le français, pourtant non enseigné en école primaire, reste le sésame indispensable pour accéder à des études secondaires, voire supérieures. Voilà pourquoi les engagements du Défap à Madagascar tournent essentiellement autour de l'éducation : notamment autour de l'enseignement du français. D'une présidentielle à l'autre, les mêmes enjeux demeurent.

Franck Lefebvre-Billiez

Madagascar : d'une élection à l'autre

Cette semaine, gros plan sur Madagascar, en pleine élection présidentielle. Le Défap y soutient, notamment à travers ses envoyés, des projets qui tournent essentiellement autour de l'éducation. Quels sont les enjeux du scrutin en cours ? Que peuvent en attendre les Malgaches ?



Vue de Tananarive © Franck Lefebvre-Billiez, Défap

D'une présidentielle à l'autre, on retrouve la même pléthore de candidats à Madagascar : au premier tour en 2013, ils étaient 34.

Pour cette année 2018, 36. Une diversité qui reste surtout de façade : la campagne est dominée de manière écrasante par quelques favoris, tous d'anciens présidents, tous disposant de moyens financiers colossaux, capables de déplacer des foules et de remplir des stades... sous le regard largement indifférent de la très grande majorité des Malgaches, qui n'envisagent le scrutin qu'à l'aune des troubles possibles, mais n'en espèrent rien. En 2018 comme en 2013, Madagascar reste l'un des États les plus pauvres du monde : il occupe le quatrième rang du classement des pays qui produisent le moins de richesses par rapport à sa population, avec un PIB par habitant de 424 dollars. Un enfant de moins de 5 ans sur deux souffre d'un retard de croissance et Madagascar reste le cinquième pays au monde avec le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. L'écrasante majorité de la population vit sous le seuil de pauvreté absolue de 2 dollars par jour.

Si la situation de l'île a évolué depuis 2013, c'est un changement qui est beaucoup

plus visible au niveau des grands indicateurs économiques que dans le quotidien des Malgaches. Le scrutin de 2013 avait représenté une forme de normalisation après plusieurs années d'une crise politique qui s'était traduite par un retrait des bailleurs de fonds internationaux, plongeant l'économie du pays dans un profond marasme. Depuis le retour à l'ordre constitutionnel, le taux de croissance a rebondi, dépassant les 4% contre une moyenne de 2,7% durant la crise de 2009 à 2013. Mais la Grande Île reste très exposée aux aléas climatiques : en 2017, le secteur agricole, principale source de revenus pour une population qui reste à plus de 80% rurale, a subi les effets des catastrophes naturelles. Conséquence : une pénurie de riz, avec une inflation qui a atteint les 9% en décembre 2017, soit la hausse des prix la plus élevée en sept ans. Si les candidats à la présidentielle promettent monts et merveilles, pour les Malgaches, se nourrir reste trop souvent la première préoccupation. L'éducation vient loin derrière, et le système éducatif malgache

est en outre terriblement inégalitaire ; or sans accès au savoir, pas d'évolution sociale possible. Voilà pourquoi les engagements du Défap à Madagascar tournent essentiellement autour de l'éducation, et notamment de l'enseignement du français, sésame indispensable pour accéder à des études secondaires, voire supérieures.

«Épargnez-nous une nouvelle crise»

Pour aller plus loin :

- [Madagascar : actualités du Défap et fiche pays](#)
- [L'enjeu du français à Madagascar](#)
- [Carnets de route à Madagascar](#)
- [Madagascar après les «vacances de peste»](#)

L'élection présidentielle actuelle est organisée quelques mois après une crise politique qui a fait deux morts. L'opposition dénonçait la volonté du président de la museler. Un gouvernement d'union nationale a été mis en place en juin et permis d'apaiser la situation politique.

Depuis, le président Hery Rajaonarimampianina a démissionné, comme le prévoit la Constitution du pays, afin de se consacrer à sa campagne électorale ; il l'a largement axée sur son bilan, évoquant des constructions de routes et d'écoles, tentant de se démarquer des autres candidats en revendiquant son respect de l'ordre constitutionnel. Il est vrai que les deux autres favoris, Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana, semblent poursuivre par meetings interposés leur guérilla qui s'était traduite par la démission forcée de Ravalomanana en 2009, lors d'un coup de force de l'armée après de violentes manifestations de rue inspirées par le maire d'alors de la capitale, Andry Rajoelina. Mais plus que ces arguments de campagne, ce qui semble devoir départager les candidats, c'est l'argent investi en émissions, meetings, affiches... Andry Rajoelina dispose ainsi d'une force de frappe importante avec sa propre chaîne de télévision, la chaîne Viva, qui diffuse 24h sur 24 et emploie plus d'une centaine de salariés. Marc Ravalomanana dispose aussi de moyens

télévisés, quoique plus modestes, avec MBS : la chaîne, qui emploie une trentaine de salariés, a repris sa diffusion il y a quelques mois après avoir été fermée lors de la crise de 2009. Loin derrière, un autre grand ancien de la politique malgache, Didier Ratsiraka, tente aussi de se faire entendre. Au cours de ses deux périodes à la tête de l'île (1975-1993 et 1997-2002), il a alterné socialisme à la malgache et libéralisation, avant d'être contraint à céder le pouvoir par Marc Ravalomanana lors d'élections présidentielles dont le second tour n'a jamais eu lieu...



Un pays qui reste à plus de 80% rural : maisons traditionnelles malgaches © Défap

À Madagascar, il n'existe pas de règle d'équité dans la communication politique lors des campagnes électorales. Celui qui a le plus de moyens pour se faire entendre a donc de bonnes chances d'être élu. En témoigne une étude de la fondation allemande Friedrich Ebert, financée par l'Union européenne, qui a ressurgi en pleine campagne : bien que datée de 2016, elle a eu un fort retentissement il y a quelques mois sur les réseaux sociaux. Elle chiffrait le

coût de la campagne de Hery Rajaonarimampianina en 2013 à 43 millions de dollars, ce qui faisait de lui le candidat ayant dépensé le plus d'argent par vote obtenu, soit 21,5 dollars par voix. À titre de comparaison, Donald Trump n'avait dépensé «que» 12,6 dollars par voix obtenue lors de la présidentielle américaine, et François Hollande 1,21 dollar lors de la présidentielle française... Aujourd'hui encore, la disproportion des moyens est telle que dans les parties les plus enclavées de l'île, une bonne partie de la population ignore tout simplement l'existence de la majorité des candidats, croyant que le scrutin se jouera entre deux prétendants.

Le point commun entre les quatre favoris est ainsi qu'ils ont tous constitué de véritables trésors de guerre à l'époque où ils étaient au pouvoir. Derrière, les autres se battent pour exister, entre sous-représentation médiatique et aléas d'un système électoral gangréné par la corruption. Jusqu'à la veille de l'échéance

électorale, 27 candidats ont fait le siège de la Haute Cour constitutionnelle (HCC), pour contester la validité des listes électorales et demander un report du vote. Avec tous les risques d'une nouvelle crise, dénoncés à quelques jours du scrutin par Ketakandriana Rafitoson, directrice de Transparency International à Madagascar : «Si l'on veut éviter les malversations, il ne reste plus qu'un moyen : couvrir l'ensemble des bureaux de vote par des observateurs citoyens bénévoles. S'ils n'ont pas informatisé à 100% le système, c'est pour mieux manipuler les choses. C'est un appel qu'on lance : par pitié, épargnez-nous une nouvelle crise.»

Franck Lefebvre-Billiez

Retrouvez dans la vidéo ci-dessous une présentation de Madagascar, des liens existant aujourd'hui avec les Églises protestantes de France, et des actions du Défap.

Premier Forum chrétien francophone : moins de murs, plus de ponts entre les Églises

Une expérience à vivre, des échanges centrés non sur un dialogue théologique mais sur les cheminements de foi des divers participants : c'est ce qu'a proposé pendant trois jours, du 28 au 31 octobre 2018, le premier Forum chrétien francophone organisé à Lyon. Une initiative directement inspirée du premier Forum Chrétien Mondial, qui depuis 2002 a essaimé dans divers pays sous la forme de Forums régionaux et

nationaux. Avec comme temps fort une célébration ouverte à tous le soir du mardi 30 octobre, sur le thème «Moins de murs, plus de ponts entre les Églises».



Du 28 au 31 octobre s'est tenu à Lyon le premier Forum chrétien francophone. Durant ces trois jours, ce sont quelque 220 chrétiens de Belgique, du Luxembourg, de Suisse et de France, qui ont eu l'occasion de se retrouver. Ils appartenaient aux Églises catholiques, orthodoxes, issues de la Réforme, anglicanes mais aussi évangéliques et pentecôtistes. Leurs échanges ont été

centrés, non pas sur un dialogue théologique mais sur leur expérience personnelle et leur cheminement de foi. Avec la volonté de «se mettre à l'écoute du Seigneur, partager nos itinéraires spirituels, nouer des amitiés, laisser retentir entre nous ce passage de Marc 3,12-14 :

Il monte dans la montagne et il appelle ceux qu'il voulait. Ils vinrent à lui et il en établit douze pour être avec lui et pour les envoyer prêcher.»

Entre autres temps forts de l'événement, une célébration exceptionnelle a eu lieu le mardi 30 octobre à 19h30, sur le thème «Moins de murs, plus de ponts entre les Églises».

**«Si nous en ressortons
avec une connaissance
réciproque grandie,
nous aurons gagné
notre pari»**

Pour aller plus loin :
– Écoutez ci-dessous quelques émissions diffusées sur RCF :

- [Le site internet du Forum chrétien francophone 2018...](#)
- [... et la page Facebook de l'événement](#)
- [Le site internet du Forum chrétien mondial](#)
- [Le Forum Chrétien : la rencontre avec l'autre, témoignage d'Anne-Laure Danet](#)
- [Présentation sur le site de la FPF](#)
- [Présentation sur le site du Conseil œcuménique des Églises \(en anglais\)](#)

Cette initiative s'appuyait sur la vision du Forum Chrétien Mondial, formulée en 2002 afin d'offrir un espace de rencontre entre des

responsables ecclésiiaux de toutes traditions et expressions, et sur l'expérience des premiers Forums de 2007 au Kenya, de 2011 en Indonésie et de 2018 en Colombie. Un des participants français, Daniel Thévenet, pasteur pentecôtiste de l'agglomération lyonnaise et président des Églises de Réveil en France, était revenu enthousiasmé par ces initiatives ; il avait proposé au Comité des Responsables d'Églises à Lyon (CREL) de s'en inspirer, pour organiser le premier événement du genre en zone francophone. Lyon est une ville avec une forte activité œcuménique et semblait toute indiquée pour accueillir une telle rencontre. Le Comité des Responsables d'Églises à Lyon est déjà à l'origine d'initiatives comme la célébration commune de la semaine de prière pour l'unité des chrétiens. Il rassemble les représentants des Églises

partenaires de la création de RCF (Radio Chrétienne Francophone) en 1982. Cette instance de concertation réunit l'Église catholique, l'Église copte, l'Église arménienne apostolique, l'Église anglicane, la Fédération Protestante de France et l'Église baptiste.

Pour que ce premier premier Forum chrétien francophone puisse voir le jour, un comité spécial d'organisation a été mis en place et a travaillé plus de deux ans, à partir de juillet 2016. Il réunissait des Français, des Belges et des Suisses, des représentants de l'Église Protestante Unie de France, des catholiques, des orthodoxes, le Secrétaire général du Forum Chrétien Mondial, le Secrétaire général adjoint du Conseil œcuménique des Églises, la Communauté de Taizé, la Communauté du Chemin Neuf... La Fédération Protestante

de France y était ainsi représentée par Anne-Laure Danet, responsable du service œcuménique et qui a longtemps travaillé au Défap (retrouvez c-dessous une interview en vidéo, et lisez ci-contre son témoignage : *Le Forum Chrétien : La rencontre avec l'autre.*)

«Dans les relations œcuméniques, on ne se satisfait jamais de la chaise vide. On doit toujours se demander : qui manque autour de la table ? C'est l'objectif de ce Forum», soulignait dans les colonnes de *La Croix*, au deuxième jour de l'événement, Marie-Jo Guicheney, déléguée épiscopale à l'œcuménisme pour le diocèse de Lyon et membre du comité d'organisation. «Si nous en ressortons avec une connaissance réciproque grandie, nous aurons déjà gagné notre pari, car il ne s'agit pas d'une conférence académique ou institutionnelle, mais bien d'une

expérience à vivre.»

Retrouvez ci-dessous une sélection d'interviews précédant ce premier Forum chrétien francophone :

Le forum chrétien francophone en un clip, diffusé par la FPF sur sa page Facebook :

Message du pape François pour l'ouverture du forum chrétien francophone :

Et pour finir, quelques photos de

*l'événement partagées par la page
Facebook du Forum chrétien francophone
de Lyon :*

«Radicalisation : quel défi pour l'interreligieux ?»

**Le mot «radicalisation» renvoie
aujourd'hui presque automatiquement
à un islamisme violent. Pourtant,
la Bible autant que le Coran**

contient des «versets douloureux». Quant au processus de révélation, il porte en lui-même l'idée de radicalité en s'emparant de tout l'être, corps, esprit et cœur. En faisant irruption dans l'histoire humaine, il génère adhésion ou refus et luttes de toute sorte, croisant aussi le fer avec le politique. Le n°76 de Perspectives missionnaires, questionne la radicalisation, quelques paroles scandaleuses de Jésus et les défis que relève aujourd'hui le dialogue interreligieux.



Détail de fresque du Mausolée Haft Tanan de Shiraz en Iran (XVIIIe siècle), représentant Ibrahim prêt à sacrifier son fils, qui n'est pas nommé dans le Coran, mais que la tradition islamique désigne comme étant Ismaël.

Le dimanche 22 avril 2018 paraissait dans *Le Parisien* un manifeste contre l'antisémitisme en France qui, en s'appuyant sur les faits et les statistiques, mettait en cause la radicalisation islamiste. En fin de manifeste, les signataires demandaient «que les versets du Coran appelant au meurtre et au châtement des juifs, des chrétiens et des incroyants soient frappés d'obsolescence par les autorités théologiques, comme le furent les incohérences de la

Bible et l'antisémitisme catholique aboli par Vatican II, afin qu'aucun croyant ne puisse s'appuyer sur un texte sacré pour commettre un crime».

Deux jours plus tard, une trentaine d'imams ont exprimé leur indignation dans le journal *Le Monde*, tout en dénonçant à leur tour l'antisémitisme et le terrorisme en France, n'hésitant pas à mettre en cause des idéologues qui exploitent le désarroi de la jeunesse : «Depuis plus de deux décennies, des lectures et des pratiques subversives de l'islam sévissent dans la communauté musulmane, générant une anarchie religieuse,

gangrenant toute la société. Une situation cancéreuse à laquelle certains imams malheureusement ont contribué, souvent inconsciemment».

Pour aller plus loin :



Retrouvez les archives de « Perspectives missionnaires » sur le site de l'[AFOM](#) (Association francophone oecuménique de missiologie) en cliquant sur l'image ci-dessus.

Et retrouvez ci-dessous les anciens numéros :

[N° 75](#) – Protestantisme global, fondements et évolutions

[N° 74](#) – Missionnaires en musique

[N° 73](#) – Témoignage et diaconie

[N° 72](#) – Famille, conjugalité, témoignage

[N° 71](#) – Églises et culture émergente

[N° 70](#) – Ensemble vers la vie, Nouvelles pistes pour la mission

[N° 69](#) – Héritiers et témoins d'une terre promise

[N° 68](#) – Se former à la mission ?

[N° 67](#) – Œcuménisme et mission en Europe

[N° 66](#) – Relire David Bosh

[N° 65](#) – Afrique en mission

[N° 64](#) – Bible et traduction en mission

[N° 63](#) – Prier dans un contexte interreligieux ?

[N° 62](#) – La planète évangélique

[N° 61](#) – Divers articles

[N° 60](#) – Dossier Édimbourg – Cape Town 2010

[N° 59](#) – Dossier Afrique du sud

[N° 58](#) – La Mission : entre altérité et identité

[N° 57](#) – Dossier Mission et communication

[N° 56](#) – Dossier Madagascar

[N° 55](#) – Mission en Europe

[N° 54](#) – Christianisme en zones interdites

[N° 53](#) – Économie et foi

De fait, le mot radicalisation renvoie aujourd'hui presque'automatiquement à un islamisme violent, revendiquant le nom de Dieu et l'utilisation de certains versets coraniques. Pourtant, c'est dans un cadre de dialogue entre les trois monothéismes qu'avait paru en 2008 le livre intitulé *Les versets douloureux. Bible, Évangile et Coran entre conflit et dialogue*, écrit par le Rabbin David Meyer, l'Imam Soheib Bencheikh et le jésuite Yves Simoens. En utilisant une approche historique et contextuelle pour expliquer la présence de ces versets dans leurs Écritures saintes, et tout en les déclarant en contradiction avec le

message d'ensemble qui est de paix et d'amour, les auteurs se refusaient à les ignorer et affirmaient plutôt la nécessité absolue d'une autocritique des religions.

Mais l'heure est-elle à l'autocritique des religions ? Deux tendances semblent aujourd'hui s'affronter : l'une développe un retour à l'identité, au communautarisme, en allant parfois jusqu'à un certain intégrisme, qui n'est pas forcément violent, tandis que l'autre se déploie dans le dialogue interreligieux et la prise en compte du multiculturalisme. Si l'adjectif

radical semble s'appliquer presque automatiquement à la première tendance, doit-on oublier pour autant que la deuxième relève d'un choix aussi radical que la première, bien que ne se situant pas au même niveau ? Car l'Évangile nous entraîne sans cesse et de manière très radicale, à la suite de Jésus de Nazareth, à l'ouverture et à la rencontre avec les autres humains et les autres peuples, quelle que soit leur appartenance.

Cependant l'utilisation actuellement dominante des mots liés à la radicalité nous oblige à aller explorer l'origine, la racine du religieux, dans le cadre

des religions révélées en particulier, d'autant que le terme *radical* se rattache étymologiquement au mot latin qui signifie *racine*.

D'abord le processus de révélation contient en lui-même l'idée de radicalité. L'expérience de la révélation est saisissante. D'Abraham à Paul, on peut se référer à tous les textes bibliques qui font récit de l'irruption du divin dans la vie humaine ! La révélation s'empare de tout l'être : le cœur, le corps, l'esprit. Une coupure dans le temps s'établit entre un avant et un après. Le sens de la vie va s'en trouver transformé. C'est une

aventure éminemment intime mais en même temps relationnelle car elle correspond au surgissement d'une force extérieure à soi-même. Alors se pose la question de la décision humaine. Décision de foi, décision de changement de vie, décision de témoignage, décision de fonder une communauté de croyants ou d'entrer dans une communauté déjà constituée... Nous connaissons cette radicalité, dont la prédication dans nos églises s'est souvent faite l'écho.

Cependant existe un autre niveau de radicalité lié au fait que la révélation intervient dans l'histoire humaine, c'est-à-dire en contexte. Venant déchirer le

tissu du temps, elle n'apporte pas la paix mais l'épée, pour reprendre les paroles de Jésus. Elle génère des inimitiés, des adhésions et des refus, des conflits et des combats. Elle croise le politique, lui sert parfois de caution, à moins que ce ne soit l'inverse. Et c'est là que nous retrouvons nos versets dangereux et douloureux !

En «perspectives missionnaires», nous devons nous interroger sur l'herméneutique de ces radicalités. Il en va de notre présence et de notre témoignage au cœur de la société et de l'histoire.

Dans un monde complexe comme le

nôtre, où beaucoup de gens se vivent comme déracinés, la radicalité religieuse peut apparaître comme une promesse de salut, comme ce fut le cas dans le passé pour des radicalités idéologiques et politiques. Nous prendrons l'exemple de la tentation islamiste, qui génère une grande violence meurtrière à travers le monde, et fait des ravages dans notre jeunesse. Un entretien avec le docteur Guillaume Monod, psychiatre, nous conduira à la rencontre de jeunes radicalisés incarcérés à la maison d'arrêt de Villepinte, pour découvrir leurs parcours et les motivations psychologiques et théologiques qui les ont conduits

à s'engager dans un islamisme radical.

Qu'en est-il du christianisme ? Avec Elian Cuvillier, nous interrogerons le Jésus des évangiles, dont la radicalité s'exprime parfois dans des propos très violents. Qu'en faire ? Les passer sous silence ? Utiliser l'analyse historique et contextuelle pour en relativiser la portée ? Comment en faisons-nous l'herméneutique ? Avec Samuel Dawäï, c'est le discours apocalyptique qui sera questionné. Il nous montrera comment aujourd'hui en Afrique ce type de discours est instrumentalisé et produit des extrémismes religieux.

Puis, avec Olivier Abel, nous nous poserons la question : est-ce la montée des sentiments religieux qui produit la violence, ou bien est-ce la montée de la violence qui produit des sentiments religieux ? À la suite du colloque des Cèdres Parole de Dieu, violence des hommes qui s'est tenu à Beyrouth du 17 au 19 mai 2017, et s'est penché sur les relations entre violence et discours religieux dans le cadre du christianisme et de l'islam, il nous invite à saluer tous les lieux qui permettent le croisement des interprétations, car le pluralisme est le meilleur outil contre l'appropriation violente de la vérité.

Alors le dialogue interreligieux est-il une arme efficace contre la « radicalisation » religieuse ? Pour développer cette problématique, Philippe Gaudin analysera les termes et présentera les acteurs de la radicalisation. Évoquant les différents types de dialogue interreligieux, et le rôle que celui-ci peut jouer, il nous invitera finalement à ne jamais oublier de « prendre en compte la soif de repères métaphysiques et religieux » qui se cache derrière la radicalisation.

Enfin, Samuel Dawai nous présentera l'histoire religieuse du Nord-Cameroun, où musulmans et

chrétiens, après avoir longtemps été en conflit, coopèrent aujourd'hui dans la lutte contre Boko Aram.

Florence Taubmann

Retrouvez ci-dessous le sommaire de ce numéro 76 de *Perspectives missionnaires* :

5 Carte blanche à... Jean-Marie Aubert

Dossier : Radicalisation : quel défi pour l'interreligieux ?

Coordonné par Jean Renel Arnesfort et Florence Taubmann

- 9 Introduction par Florence Taubmann
- 13 La radicalisation : un rêve héroïque et brutal, entretien avec Guillaume Monod
- 19 Quelques paroles scandaleuses de Jésus, par Étian Cuvillier
- 25 L'utilisation actuelle de l'Apocalypse et de l'apocalyptique dans la prédication : radicalisation-manipulation des esprits ou évangélisation ? par Samuel Dawai
- 37 Radicalisation théologico-politique et défi de l'interreligieux par Olivier Abel
- 43 Le dialogue interreligieux contre la « radicalisation » religieuse ? par Philippe Gaudin
- 61 Le défi interreligieux au Nord Cameroun par Samuel Dawai

Rubriques

- 69 **Mémoire**
Radicalisme religieux... une histoire constamment rejouée par Jean-François Zorn
- 73 **Lectures**
- *Le monothéisme et le langage de la violence : les débuts bibliques de la religion radicale*
 - *Témoins de paix en Palestine*
 - *Vivre et partager l'Évangile. Mission et témoignage, un défi, Bière (Suisse)*
 - *Pour un autre monde possible. Développement holistique et mission intégrale de l'Église*

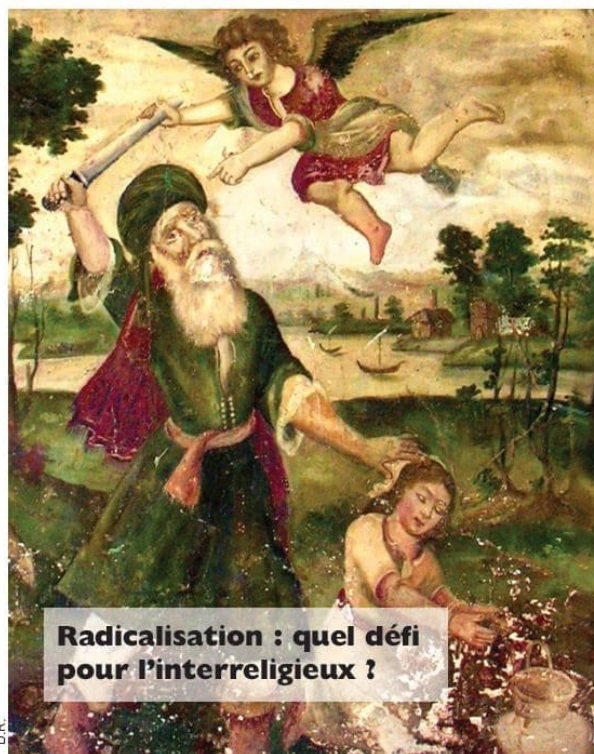
Pages 1 à 4 : annonce du Forum Missionnaire les 23 et 24 novembre 2018 à Paris

Prix 10 €

ISSN 0256-9558

2018

Revue protestante de missiologie



Radicalisation : quel défi pour l'interreligieux ?

Radicalisation : quel défi pour l'interreligieux ?

2018, N° 76

D.R.

Nouvelle- Calédonie : «établir des ponts entre les communautés»

Quel «destin commun» inventer après le référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie ? Le professeur Frédéric Rognon, membre du groupe informel Nouvelle-Calédonie qui se réunit ce mardi au Défap, a

été invité par le Service radio de la Fédération Protestante de France pour évoquer la situation de l'archipel à l'approche d'un vote qui cristallise les inquiétudes. Selon lui, ce que peut faire l'Église protestante face aux risques de radicalisation à l'issue du scrutin, c'est «multiplier les occasions pour se parler et essayer de se comprendre.» L'EPKNC encourage ainsi ses fidèles, et plus largement la population du pays, à vivre la période référendaire dans la responsabilité, le respect mutuel et la paix. Les Églises

de France accompagnent le processus, à travers la présence du Défap.



Le 4 novembre 2018, la population de la Nouvelle-Calédonie est appelée à se prononcer par référendum sur l'indépendance et la pleine souveraineté du territoire. Un scrutin qui marquera l'aboutissement d'un processus

d'une trentaine d'années. Entre 1988, l'année des «événements», et aujourd'hui, les accords de Matignon ont permis de préserver la paix civile. Ils ont été complétés par l'accord de Nouméa du 5 mai 1998, qui poursuivait la revalorisation de la culture kanak, créait de nouvelles institutions et prévoyait un processus de transfert progressif de compétences à la Nouvelle-Calédonie. Quant au référendum d'autodétermination, prévu initialement en 1998, son organisation avait été, d'un

**commun accord entre l'État,
les indépendantistes et les
non-indépendantistes,
repoussée au plus tard à
l'année 2018. Voilà pourquoi,
le 4 novembre prochain, les
votants seront invités à
répondre à la question
suivante : «Voulez vous que la
Nouvelle-Calédonie accède à la
pleine souveraineté et
devienne indépendante ?»**

**Or depuis 1988, la société
néo-calédonienne s'est
transformée. Elle est devenue
de plus en plus
multiculturelle. Dans des**

lieux comme Nouméa, les jeunes des diverses communautés se sont habitués à vivre côte à côte – sinon ensemble. Mais l'approche de ce référendum d'autodétermination longtemps annoncé menace de raviver les tensions. Alors même que, quel qu'en soit le résultat, les 260.000 Calédoniens, dont 110.000 Kanak, devront réussir après le vote à construire ensemble l'avenir de l'archipel...

Craintes de radicalisation

Pour aller plus loin :

La Nouvelle Calédonie : «Un destin commun», partie 1

La Nouvelle Calédonie : «Un destin commun», partie 2

- [La Nouvelle-Calédonie à l'heure des choix : le dossier du Défap](#)
- [Maurice Leenhardt, la rencontre d'un homme et d'un peuple](#)
- [Nouvelle-Calédonie : aider au dialogue \(conférence du Défap\)](#)
- [Nouvelle-Calédonie : l'EPKNC s'engage et prie pour la paix](#)

Les relations entre protestants de France et protestants de Nouvelle-Calédonie sont inscrites dans l'Histoire, et c'est précisément pour accompagner les Calédoniens à l'heure du choix qu'a été créé un groupe

informel qui se réunit régulièrement au Défap. Parmi les membres de ce groupe, qui se retrouve justement ce mardi au 102 boulevard Arago, figure entre autres le pasteur Frédéric Rognon, qui a été récemment l'invité du Service radio de la FPF, où il a répondu aux questions d'Olivier Betti. Professeur de philosophie des religions à la Faculté de Théologie protestante de Strasbourg, Frédéric Rognon est surtout bon connaisseur de la Nouvelle-Calédonie, où il a vécu trois ans dans les années

80. Vous pouvez écouter dans les encadrés ci-contre l'intégralité de ces entretiens, diffusés en deux parties.

Concernant l'ambiance qui prévaut en Nouvelle-Calédonie à l'approche du vote, Frédéric Rognon souligne notamment : «J'y étais encore en juillet-août ; j'ai entendu souvent des craintes sur l'après-référendum, concernant une radicalisation possible. Comment rester dans le destin commun après ce scrutin ? Sachant qu'il y aura un

deuxième et un troisième référendum en cas de non à l'indépendance, en 2020 et 2022, ce qui a été prévu dans l'accord de Nouméa...» Quelles sont donc les inquiétudes soulevées par ce vote ? «On craint qu'au lendemain du 4 novembre, il y ait des vainqueurs et des vaincus. L'Église protestante est très soucieuse de cela et cherche à canaliser ces ardeurs, pour éviter à la fois la volonté de revanche et le sentiment d'avoir vaincu.»

Comme le note Frédéric Rognon,

«l'indépendance a peu de chances d'être votée directement en novembre. L'enjeu porte plutôt sur le niveau du vote indépendantiste. S'il est vraiment très faible, on a un risque de radicalisation des deux bords : de la part des indépendantistes les plus durs, qui perdraient confiance dans la démocratie et seraient tentés de revenir à la situation des événements des années 80 ; mais aussi de la part des loyalistes les moins modérés, qui voyant que l'indépendance ne fait plus

recette, pourraient vouloir remettre en question tout le processus, le deuxième et le troisième référendum, le gel du corps électoral obtenu par les indépendantistes... Ce qui durcirait la situation et créerait de nouveaux clivages.»

La question du corps électoral



*Août 2017 : lors du synode de l'EPKNC en Nouvelle-Calédonie ©
Défap*

Cette question du «gel du corps électoral», et au-delà, la question de savoir qui vote ou non lors de tels scrutins engageant tout l'avenir de l'île, est cruciale. La

démographie est en effet très défavorable au vote en faveur de l'indépendance. Cette évolution démographique s'explique par l'immigration encouragée par la métropole, qui s'est encore accélérée avec le «boom du nickel» de la fin des années 1960. Résultat : alors que la population kanak représentait 51,1% de la population totale en 1956, cette part était descendue à 46% en 1969 ; elle est de 39% aujourd'hui. D'où l'idée d'une restriction du corps électoral pour obtenir une sorte de rééquilibrage en faveur des

Kanak – un principe qui a désormais valeur constitutionnelle et qui a été inscrit dans l'accord de Nouméa. Selon les termes de l'accord, il s'agissait de poser «les bases d'une citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie, permettant au peuple d'origine de constituer avec les hommes et les femmes qui y vivent une communauté humaine affirmant son destin commun».

Il existe ainsi en Nouvelle-Calédonie plusieurs corps électoraux, avec des listes

électorales de droit commun et d'autres spéciales. Les listes de droit commun sont destinées aux élections à dimension nationale (présidentielle, législatives, européennes...) ; les listes spéciales ont prévu une restriction du corps électoral dans l'optique, précisément, de l'organisation du référendum d'autodétermination, et le principe en a été étendu aux scrutins locaux. Cette question de la composition du corps électoral pour le référendum est longtemps restée une pierre

d'achoppement entre les forces politiques en présence.

**Accompagner et
favoriser les
occasions de
dialogue**



Que peuvent faire les protestants face à ces risques de tensions – volonté de revanche, radicalisation, voire remise en cause de tout le processus et notamment du gel du corps électoral ?

Accompagner et favoriser les occasions de dialogue. Historiquement, les Églises de France ont des liens privilégiés avec l'Église Protestante de Kanaky Nouvelle-Calédonie (EPKNC), elle-même très majoritairement Kanak et qui s'est longtemps

déterminée nettement en faveur de l'indépendance, mais qui plaide aujourd'hui pour l'invention d'une citoyenneté calédonienne. En témoigne le mot de l'Église publié à l'occasion de son synode de l'été 2018 : l'EPKNC y invite «chaque responsable d'Église à vivre pleinement sa mission là où il est. Il invite également les différents acteurs de ce pays à œuvrer pour la paix, la fraternité et la solidarité. À travers la parole d'espérance d'Éphésiens 2 au verset 19, le Synode Général encourage chacun à devenir « citoyen de

**sa terre et concitoyen d'un
pays nouveau ».**»

**Comme le souligne Frédéric
Rognon, la Nouvelle-Calédonie,
«c'est un petit territoire, où
presque tout le monde se
connaît». Ce que peut faire
l'Église, c'est «multiplier
les occasions pour se parler
et essayer de se comprendre ;
établir des ponts, des
passerelles entre les
communautés.» L'EPKNC a ainsi
encouragé ses fidèles, et plus
largement la population du
pays, à vivre la période
référendaire dans la**

responsabilité, le respect mutuel et la paix. Les Églises de France accompagnent le processus d'autodétermination du peuple calédonien, à travers la présence et les actions du Défap, dans un esprit de fraternité, manifestant ainsi leur soutien à cette quête «de paix, de fraternité et de solidarité».

Cameroun : retour en images sur la dixième AG de La Cevaa

Ce grand rendez-vous réunissant les délégués des 35 Églises membres de la Cevaa, dont font partie les Églises constitutives du Défap (EPUdF, UEPAL et

Unepref), s'est tenu du 15 au 24 octobre 2018 à Douala, capitale économique du Cameroun. Avec notamment des réflexions sur la vie financière et sur les célébrations des cinquante ans de la Cevaa en 2021. L'ensemble de cette Assemblée Générale était placé sous le thème «Le chrétien et l'intolérance religieuse», qui a donné lieu à divers ateliers, séances d'animation et tables rondes. Résumé en images.

Solidarité
avec Haïti
après le
séisme du 6
octobre

Un bilan toujours

provisoire de 17 morts et près de 350 blessés, des milliers de bâtiments endommagés dont des écoles, des hôpitaux, des églises... Depuis le séisme du 6 octobre qui a frappé le Nord-Ouest d'Haïti, le Défap se tient en contact étroit avec la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH) et avec ses divers

**partenaires de la
Plateforme Haïti pour
tenter d'évaluer les
besoins sur place. Une
réunion d'urgence du
comité Solidarité
protestante est prévue
vendredi : elle sera
consacrée à Haïti et à
l'Indonésie, deux
régions frappées par des
tremblements de terre.**



Une vue des dégâts dans une école de Gros Morne © FEPH

La première secousse, de magnitude 5,9, s'est produite au soir du samedi 6 octobre ; et depuis les répliques se succèdent au Nord-Ouest d'Haïti, aggravant les premiers dégâts et ravivant tous les traumatismes du tremblement

de terre de 2010. Le ministère de l'Intérieur haïtien a fait état mardi de 17 morts et près de 350 blessés, dont 9 morts dans la ville côtière de Port-de-Paix, la plus proche de l'épicentre, et 7 dans la commune de Gros Morne, plus au sud, du côté de l'Artibonite. Les dégâts sur les constructions et les infrastructures sont très importants : des centaines de maisons détruites, des milliers

plus ou moins gravement endommagées ; mais aussi des écoles, des hôpitaux, des églises... Au cours des heures qui ont suivi la première secousse, nombreux ont été ceux qui ont préféré dormir à l'extérieur, dans des campements de fortune, par crainte de voir les bâtiments s'effondrer.

La «peur du béton»

Pour aller plus loin :

- [L'actualité du Défap en Haïti](#)
- [PLATEFORME HAITI : Présentation sur le site de la Fédération protestante de France](#)
- [Le site de la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti](#)

Le Défap se tient en contact étroit avec la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH) et avec ses divers partenaires de la Plateforme Haïti pour tenter de recenser les besoins sur place. Dès le

dimanche matin, une équipe du bureau central de la FEPH a quitté Port-au-Prince pour procéder à une première évaluation. Elle était composée de Christon Saint-Fort, directeur exécutif, de Joël Hilaire, officier de projets et d'Ingrid Hardouin, chargée d'appui aux partenariats. Elle s'est rendue en compagnie des équipes régionales dans les communes de Gros Morne, de Port-de-Paix et de Saint-

Louis du Nord, les trois villes les plus affectées par le tremblement de terre. La FEPH, grâce à son réseau de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation 300.000 enfants. Elle est soutenue directement par le Défap à travers des financements directs et à travers ses envoyés ; elle fait aussi partie des partenaires privilégiés de la Plateforme Haïti, mise en place sous l'égide de la

Fédération protestante de France et où le Défap se retrouve aux côtés de divers acteurs du protestantisme français impliqués dans ce pays, comme La Cause ou la Mission Biblique.



Au niveau des seuls établissements scolaires, la FEPH fait état de 34 écoles endommagées à Gros Morne, huit à Port-de-Paix et une école à Saint-Louis du Nord, et évoque le besoin d'un appui psychosocial dans les communautés scolaires. Surtout, son rapport décrit une population traumatisée. «Si l'on ne peut pas parler de crise humanitaire majeure, de nombreux besoins sont

existants et justifiés suite à cette catastrophe. Les zones visitées étaient déjà dans une situation vulnérable avant le tremblement de terre, ce dernier ne fait qu'aggraver la situation. Sur le chemin, nous avons croisé de nombreuses familles avec des enfants qui quittaient la région. Dans les rues, on observe aussi de nombreuses familles avec enfants, en sacs à dos, cherchant à quitter la

ville. Les familles qui restent, quant à elle, sont rassemblées à l'extérieur dans la rue. Elles se sentent plus en sécurité devant leurs maisons, il y a une réelle «peur du béton». Donc, aucun camp de sinistrés ni d'abri provisoire n'a été remarqué. (...) N'oublions pas que nous sommes en pleine saison des pluies et que l'infiltration peut aggraver les dommages. (...) À ce jour, toutes les

**écoles des zones sinistrées
sont fermées même si aucune
décision ministérielle n'a
été prise dans ce sens.»**

**Une réunion
d'urgence du
comité
Solidarité
protestante**



L'équipe de la FEPH partant évaluer les besoins © FEPH

Les infrastructures hospitalières se sont révélées insuffisantes pour faire face à l'afflux des victimes à soigner. «L'hôpital Béraca à Port-de-Paix», n'ayant «subi

aucun dégât majeur (...) est le seul hôpital de la région à pouvoir recevoir les nombreux blessés», indiquait dimanche soir Jean-Claude Raynaud, de la Mission Biblique. Et les secousses ayant été ressenties jusqu'à Port-au-Prince, c'est toute la population haïtienne qui vit désormais dans l'angoisse et le souvenir du tremblement de terre de 2010, qui avait fait alors plus de 230.000 morts. «La

panique est générale, nationale, même si les dégâts sont enregistrés surtout dans les départements du Nord-Ouest et du Nord», commentait, également dimanche soir, Fritz Bissereth, directeur d'ADRA-Haïti.

Outre la mobilisation des partenaires de la Plateforme Haïti, une réunion d'urgence du comité Solidarité protestante est prévue vendredi à Paris :

elle sera consacrée à Haïti et à l'Indonésie, deux régions frappées par des tremblements de terre.

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :



- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
 - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
 - [ADRA-France](#)
 - l'[Église du Nazaréen](#)
 - [Réforme](#)

**Rencontres
avec
l'Église
Protestante**

Africaine : «la mission se construit à trois»

**Si l'Église Protestante
Africaine ne fait pas
partie des partenaires
historiques du Défap,
des rapprochements ont
lieu depuis quelques**

mois. Ils ont été initiés à travers la composante française de l'EPA, qui, en nouant des liens avec les Églises de France, a permis d'entrer en relation avec l'Église mère au Cameroun. Souvent aujourd'hui, la mission implique ainsi un triptyque : une Église issue de l'immigration, son

«Église mère», et les Églises de France.



*Exemple d'action de
L'EPA : un groupe de
pygmées musiciens ©
Défap*

L'EPA

(Église

**Protestante Africaine)
est une Église
presbytérienne
(réformée) camerounaise
qui a pour spécificité
de faire ses cultes en
langues locales. C'est
une composante forte de
son histoire : issue, à
l'origine, des travaux
de la mission
presbytérienne
américaine, elle a
commencé à s'organiser**

comme une Église autonome en 1934 précisément par souci de la défense de la langue kwasio, un dialecte employé principalement en Guinée équatoriale, mais également au Cameroun dans la région du Sud. Initialement concentrée dans la région de Lolodorf, l'Église s'est étendue depuis à d'autres

régions du pays.

**L'EPA n'est pas un
partenaire historique du
Défap. Pourtant, ses
orientations
théologiques auraient pu
nous rapprocher, mais
les aléas de l'histoire
en ont décidé autrement
et l'avaient conduite à
développer des liens
plutôt avec le
Département Missionnaire**

Suisse : DM-échange et mission, l'équivalent du Défap pour les Églises protestantes de Suisse francophone.

Être ensemble missionnaires ici et là bas



Un temple de l'Église Protestante Africaine © Défap

Mais, depuis quelques mois, de nouvelles relations naissent et se développent. Elles sont le fruit de rencontres entre des paroisses de

l'Epudf (Église protestante unie de France), de l'Uepal (Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine), les communautés de l'EPA en France et le Défap. C'est parce que la composante française de l'EPA est en train de se rapprocher des Églises de France que nous sommes entrés en

**relation avec l'Église
mère au Cameroun de
manière à mieux la
connaître et la
comprendre. Nous
pourrons ainsi mieux
accueillir ces frères et
sœurs camerounais et
être ensemble
missionnaires ici et là
bas !**

**Comme souvent
aujourd'hui, la mission**

**se construit à trois :
une Église issue de
l'immigration, l'Église
«mère» et nos Églises de
France. C'est dans cet
esprit que le Secrétaire
Général de l'EPA, le
pasteur Massaga, est
venu en France visiter
leurs communautés et
rencontrer le président
de la Fédération
protestante de France
(FPF), le pasteur**

**François Clavairolly,
ainsi que le Défap. Ces
diverses rencontres qui
ont eu lieu début
octobre permettent
d'envisager de beaux
rapprochements dans un
avenir proche.**

**Églises et
replis
identitaires
s : le
programme
du forum**

Les Églises sont-elles des lieux de mixité, ou favorisent-elles l'entre-soi et le communautarisme ? Cette interrogation est au centre du forum organisé par la revue Perspectives Missionnaires. Ce rendez-vous dont sont partenaires la Cevaa,

**Le Défap, DM-échange
et mission et la
Fédération
Protestante de
France, a lieu les
vendredi 23 et samedi
24 novembre à la
Maison du
protestantisme, au 47
rue de Clichy, à
Paris. En voici le
programme complet.**



Source : Pixabay

Vendredi 23

novembre

09h00 Accueil

**Recueillement animé
par Michel Durusseau**

Ouverture

- **Marc Frédéric
Muller, directeur de
la revue Perspectives
Missionnaires**

- **François
Clavairoly, président**

**de la Fédération
protestante de France**

**A. Quels
effets de la
mondialisation
dans le champ
religieux
européen ?**

Les sociétés

**européennes ont
changé de visage au
cours des dernières
décennies. La
mondialisation, les
migrations, la
révolution numérique
sont porteuses de
transformations
culturelles dont nous
ne mesurons pas
toujours l'étendue ou**

la profondeur. De quelle façon le monde religieux et le christianisme sont-ils impactés par ces évolutions en Europe ? Subissent-ils ce mouvement ou en sont-ils des acteurs majeurs ?

**• Jean-Paul Willaime,
*Reconfigurations***

***religieuses dans une
Europe mondialisée,
La sécularisation
ouest-européenne
remise en cause ?***

• Jean-Luc Mouton, *La réalité du pluralisme ecclésial et culturel en Région parisienne* (projection vidéo).

• Yannick Fer, *Le nouveau visage du*

***protestantisme
parisien :
globalisation,
diversité culturelle
et inégalités
socio spatiales.***

**• Remarques et
discussion avec la
salle**

Repas

B. Du multiculturel à l'interculturel, comment conjuguer les identités ?

Pour aller plus loin :

- A lire : [Églises et replis identitaires : un forum en partenariat avec le Défap](#)
- A lire aussi : [Églises et replis identitaires : l'inscription au forum est ouverte](#)
 - [Inscrivez-vous en ligne](#)
 - [Téléchargez l'affiche en pdf](#)
 - [Téléchargez la présentation du forum](#)

Au sein des États-nations en Europe, la cohésion sociale a reposé sur un ensemble de valeurs partagées, même si cela n'a pas empêché des crises et des conflits.

Aujourd'hui, la diversité culturelle, supposée trop

**importante, est
souvent présentée
comme un facteur
d'éclatement social
et une menace pour la
paix. Est-il
nécessaire de
construire le
dialogue
interculturel pour
favoriser le « vivre-
ensemble » ? Quel est**

Le jeu des Églises face aux défis d'une réalité multiculturelle ?

- **Frédéric de
Coninck, *Le dialogue
interculturel, une
approche socio-
politique.***

- **Jean-Claude
Girondin, *Les défis
du
multiculturel***

ecclésial ou inter-ecclésial.

• Table ronde

*Quatre expériences
d'un « témoignage
ensemble ».*

Georges (Mosaïc) + Michel
Amisi (Témoigner
ensemble à Genève) +
Anne Zell (LINFA) +
Martin Burkhard

(Cevaa)

- **Remarques et discussion avec la salle**

17h00 Fin de la première journée

Samedi 24 novembre

09h00 Accueil

Recueillement animé

par Michel Durusseau

Échos de la veille

par Étienne Roulet

C. Églises

affinitaires

et « société

**liquide », ,
quel avenir
pour la mixité
?**

**Pour certains, le
monde contemporain
est caractérisé par
la fluidité et la
fluctuation des
échanges, par la
flexibilité et la**

**volatilité des
marchés, par des
relations libres et
éphémères, suivant
des logiques de
consommation plutôt
que d'engagement.
Pour d'autres, les
affirmations
identitaires
répondent à la
dissolution des liens**

**sociaux ; elles sont
un vecteur de
stabilité
personnelle, renforcé
par l'appartenance à
des communautés de
partage. Dans cette
tension, les Églises
sont-elles des lieux
de passage et de
mixité ou favorisent-
elles l'entre-soi et**

Le communautarisme ?

- **Jean-Luc Mouton, *Les relations entre les Églises de la diversité, pour quel avenir ?* (Projection vidéo)**

- **Joseph Kabongo, *Les Communautés issues de l'immigration : Passerelles pour une intégration ou une***

différenciation durable ?

- **Bernard Coyault,
*Communautés
autochtones mises au
défi : Églises en
recomposition.***

- **Groupes Identité et
mixité en Église**

Repas

**D. Œcuménisme
et mission,
quelles
priorités pour
le témoignage
chrétien ?**

**Pour le témoignage
chrétien, la
diversification de
l'offre est une**

manière de toucher un public plus large. Dès lors, se diviser pourrait-être une manière de se multiplier. Mais un risque émerge, celui de la perte de l'unité de la foi, de l'unité du corps du Christ. En Église, comment tenir compte

**de la diversité
culturelle sans
renoncer à l'exigence
de l'annonce de
l'Évangile ? Comment
attester la communion
chrétienne au-delà de
la pluralité des
origines et des
parcours ?**

**• Elisabeth
Parmentier, *Un***

***témoignage chrétien
partagé ? Approche
prospective.***

• Table ronde

***L'enjeu missionnaire
entre unité
chrétienne et
diversité culturelle.***

Michel Mallèvre +

Christiane Énamé +

Jean-François Zorn +

Marie Kim

- **Réactions et discussion avec la salle**

- **Frédéric Rognon, *Reprise et questionnement d'envoi***

Clôture du Forum

16h30 Fin

« Perspectives Missionnaires », revue de missiologie de référence

Il ne suffit pas de vouloir témoigner ; encore faut-il savoir comment s'y prendre. C'est l'un des grands défis de la Mission aujourd'hui, dans un monde changeant, travaillé par une mondialisation qui érige souvent plus de murs qu'elle n'abat de frontières. Voilà pourquoi la Mission a besoin de lieux de débats et d'espaces de réflexion. C'est le rôle que joue depuis plus de trente-cinq ans [Perspectives missionnaires](#), unique revue protestante de missiologie de langue française.

Née en 1981 dans la mouvance évangélique, à une époque de remise en question des modèles missionnaires, elle s'est élargie aux différents acteurs francophones de la mission dans le monde protestant et avec une ouverture oecuménique. Elle est actuellement gérée par une association indépendante et s'appuie sur plusieurs organismes de mission de Suisse et de France (DM-échange et mission, et le Défap, avec lesquels elle entretient des partenariats étroits), et depuis fin 2017 la Cevaa.

Missionnaires en musique

**Quelle relation entre
Ennio Morricone,
Robert De Niro et... la**

**mission ? Bien sûr,
il s'agit du film
« Mission » de Roland
Joffé, une œuvre
cinématographique qui
met notamment en
scène les relations
entre culture
missionnaire et
musique. Ces
relations sont au
cœur du n°74 de**

**« Perspectives
Missionnaires » .
Présentation avec cet
article introductif
de Gilles Vidal.**

**Nouvelle-
Calédonie
: faire du
référendum
un choix**

d'espérance

**A un an presque jour
pour jour du
référendum
d'autodétermination
prévu en Nouvelle-
Calédonie en novembre
2018, la réunion du
Comité des**

signataires qui s'est tenue à Matignon a permis de trouver un accord sur les listes électorales, un point de vives divergences entre les parties prenantes qui risquait de miner la légitimité même du scrutin. Interrogé par la radio RCF, le

**secrétaire général du
Défap a souligné
cette «très belle
avancée» et la
confiance qui a pu
être établie par le
Premier ministre avec
les interlocuteurs.
Mais les tensions
restent fortes dans
l'archipel et pour
les désamorcer, «le**

**rôle des Églises est
essentiel» ; dans ce
contexte, Bertrand
Vergniol s'est
félicité de la
position adoptée par
l'EPKNC vis-à-vis du
scrutin qui devra,
quel que soit le
résultat du vote,
être «un choix
d'espérance pour le**

destin commun. »